

Ces Etats qui rachètent la planète

di Frédéric Lemaître

Juillet 2005 : le premier ministre français, Dominique de Villepin, prône le "*patriotisme économique*". De Londres à Bruxelles, les condamnations sont unanimes. Août 2007 : la chancelière allemande, Angela Merkel, annonce un projet de loi pour "*préserver les intérêts nationaux face à des investissements étrangers problématiques*". Personne ne s'en offusque. Pourquoi cette différence ? Parce qu'en deux ans, la perception de la mondialisation a changé.

Pendant deux décennies, globalisation a rimé avec libéralisation et privatisations. C'est fini ou presque. Demain, par un étrange retournement de situation, globalisation rimera de plus en plus souvent avec nationalisations. A un important détail près : les entreprises ne seront plus la propriété de l'Etat dans lequel elles ont vu le jour, mais appartiendront aux nouveaux banquiers de la planète : la Chine, la Russie, la Norvège, les pays du Golfe persique notamment.

En effet, grâce à l'augmentation du prix des matières premières ou à leurs excédents commerciaux, ces pays ont de l'argent. Beaucoup d'argent. Longtemps, ils se sont contentés de le gérer en pères de famille, achetant notamment des bons du Trésor américain. Puis, constatant que la Bourse offrait sur le long terme un meilleur rendement, nombre d'entre eux ont acquis des actions, prenant ici ou là des participations dans des entreprises privées. De prêteurs, ils devenaient propriétaires. Mais, actionnaires souvent très minoritaires, ils n'intervenaient pas dans la gestion, se contentant d'engranger les dividendes. Ainsi, le fonds de pension du gouvernement norvégien, qui gère la bagatelle de 300 milliards de dollars (219,5 milliards d'euros) d'actifs, est présent au capital d'environ 90 sociétés françaises, mais il n'en détient quasiment jamais plus de 1 %.

Cela pourrait devenir une exception. Le fonds d'investissement de Dubaï vient de prendre 9,5 % de MGM Mirage, la société du milliardaire Kirk Kerkorian, qui possède le tiers des casinos et la moitié des chambres d'hôtels de Las Vegas. Par ses différentes filiales, le même fonds possède 3,12 % d'EADS. Il n'hésite pas à s'opposer aux autorités suédoises pour racheter OMX, une des Bourses d'Europe du Nord. Le fonds du Qatar est, lui, prêt à déboursier 24 milliards de dollars pour acquérir la chaîne de supermarchés britannique Sainsbury.

Ces fonds ne sont pas une nouveauté : l'émirat du Koweït a créé le sien en 1960. Temasek, le fonds de Singapour, a vu le jour en 1974. Mais leur montée en puissance et leur activisme naissant changent la donne. Selon une récente étude de la banque Morgan Stanley, ces fonds publics (dits souverains) qui gèrent aujourd'hui environ 2 500 milliards de dollars - dont le tiers provient du seul fonds des Emirats arabes unis - pourraient, dès 2015, gérer 12 500 milliards de dollars !

En Russie, un " fonds des générations futures " verra le jour le 1er février 2008. Doté chaque année d'une quarantaine de milliards de dollars provenant de la manne pétrolière et gazière, il fera ses emplettes à l'étranger, comme Gazprom a tenté de le faire en essayant de mettre la main sur Centrica, principal distributeur britannique de gaz.

Mais c'est surtout la Chine qui inquiète. Forte de ses gigantesques réserves de change (environ 1 200 milliards de dollars), Pékin a annoncé qu'un fonds public consacrerait environ 300 milliards chaque année à des investissements à l'étranger. Un record absolu dans les relations internationales. Recalculé en tenant compte de l'inflation, le plan Marshall lancé par les Etats-Unis pour reconstruire l'Europe après 1945 se monterait aujourd'hui, selon les experts, à environ 100 milliards de dollars. Avec 300 milliards par an, la Chine pourrait, par exemple, s'offrir en cinq ans l'ensemble des entreprises françaises qui composent le CAC 40.

Pékin a déjà fait sensation en juin en acquérant pour 3 milliards de dollars 10 % du puissant fonds d'investissement américain Blackstone, actionnaire de nombreuses entreprises, notamment Deutsche Telekom.

BRAS SÉCULIER DE LEUR GOUVERNEMENT

Du coup, l'Occident s'interroge. Au nom du libéralisme et de la liberté de circulation des capitaux, faut-il laisser des Etats étrangers faire leur marché et mettre la main sur les technologies occidentales ? Hormis le fonds norvégien, les autres fonds souverains ont une gestion souvent opaque et sont en fait le bras séculier de leur gouvernement. Dans un entretien accordé en juillet au quotidien *Handelsblatt*, Angela Merkel n'avait pas caché le fond de sa pensée : " *La question est de savoir si la prise de participation d'un fonds doté de capitaux publics n'est pas liée à la volonté d'exercer une influence politique.* "

L'Allemagne n'est pas la seule à s'inquiéter. Les Etats-Unis, si heureux que les Chinois leur prêtent de l'argent, ne voient pas d'un bon oeil leurs acquisitions. Après avoir bloqué le rachat du pétrolier Chevron par le chinois Cnooc et le rachat de cinq ports par le fonds de Dubaï, Washington a décidé au début de cette année de renforcer le rôle du comité chargé de contrôler les investissements étrangers dans les domaines sensibles (transport, télécommunications, énergie, santé). Lorsque l'acquéreur sera tout ou partie contrôlé par un Etat étranger, ce comité disposera de quarante-cinq jours pour étudier le dossier. Le directeur du renseignement national sera obligatoirement consulté et le Congrès sera informé du résultat de ces investigations. Les secrétaires d'Etat au Trésor et à la sécurité nationale devront donner leur accord.

Signe du changement intervenu depuis deux ans : s'il semble déplorer l'initiative allemande, le commissaire européen au commerce, le Britannique Peter Mandelson, envisage de créer une " *golden share européenne* ". Même le Fonds monétaire international s'y met. Sa prochaine réunion annuelle, en octobre, se penchera sur les fonds souverains, susceptibles, selon l'un de ses dirigeants, de menacer " *la stabilité globale* ". C'est aussi l'avis de Morgan Stanley, qui juge que les tensions entre les pays émergents et les pays développés sur cette question pourraient " *saper la mondialisation* ".

L'Occident va avoir fort à faire pour ne pas être accusé de racisme larvé. L'opacité des fonds souverains n'est pas plus grande que celle des hedge funds (fonds spéculatifs) et des fonds d'investissement qui font la fortune de la City et de Wall Street. Et s'ils sont le bras armé de leur gouvernement, on ne jurerait pas que certains groupes américains ou européens ne jouent pas un rôle équivalent dans leurs pays respectifs. Sur ce dossier, l'Occident est donc bel et bien sur la défensive. Normal : pour la première fois, ce n'est plus lui qui tient les cordons de la bourse.